



WORLD
RESOURCES
INSTITUTE

The
Access
Initiative



MESURER, CARTOGRAPHIER ET RENFORCER LES DROITS L'INDICE DE DÉMOCRATIE ENVIRONNEMENTALE

L'Indice de Démocratie Environnemental (EDI) est la toute première plateforme en ligne accessible au public permettant de suivre les progrès réalisés par les pays concernant la promulgation de lois nationales en vue de promouvoir la transparence, l'accès à la justice et l'implication des citoyens dans la prise de décision concernant l'environnement.

QU'EST CE QUE C'EST QUE LA DÉMOCRATIE ENVIRONNEMENTALE? | La

Démocratie environnementale est fondée sur le fait que la participation du public est essentielle pour s'assurer que les décisions relatives à la gestion des terres et des ressources naturelles répondent de manière adéquate et équitable aux intérêts des citoyens.

À sa base, la démocratie environnementale implique trois types de droits qui se renforcent mutuellement:

1. Le droit d'accéder librement à l'information sur la qualité et les problèmes de l'environnement
2. Le droit de participer pleinement à la prise de décision
3. Le droit de réclamer l'application des lois environnementales ou de compensation pour des dommages

La protection de ces droits, en particulier ceux des plus marginalisés et vulnérables, est la première étape pour promouvoir l'équité et la justice dans le développement durable. Sans droits essentiels, l'échange d'informations entre les gouvernements et le public est compromis et les décisions qui nuisent aux communautés et à l'environnement ne peuvent pas être contestées ou remédiées. Établir une base juridique solide est le point de départ pour reconnaître, protéger et faire respecter la démocratie environnementale.

QU'EST CE QUE L'EDI? | L'Indice de Démocratie Environnementale (EDI) est la toute première plateforme en ligne accessible au public et qui permet de suivre les progrès réalisés par les pays concernant la promulgation de lois nationales en vue de promouvoir la transparence, l'accès à la justice et l'implication des citoyens dans la prise de décision concernant l'environnement.

EDI a été développé par The Access Initiative (TAI) et World Resources Institute (WRI), en collaboration avec d'autres partenaires dans le monde entier. L'indice évalue 70 pays en se fondant sur 75 indicateurs juridiques, sur la base des normes objectives et internationalement reconnues établies par les Lignes Directrices de Bali du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). EDI comprend également un ensemble supplémentaire de 24 indicateurs de seuil de pratique qui donnent un aperçu sur la performance d'un pays dans leur mise en œuvre. Les lois et les pratiques nationales ont été évaluées et notées par plus de 140 juristes à travers le monde. Des évaluations nationales ont été menées en 2014 et seront mises à jour tous les deux ans. Les scores sont provisoires jusqu'au 30 Août 2015, compte tenu du fait que les résultats sont partagés avec les gouvernements et la société civile pour commentaires jusqu'au 15 Juillet.



**ENVIRONMENTAL
DEMOCRACY INDEX**

QUELLE EST LA PARTICULARITÉ D'EDI? | EDI est une plateforme en ligne unique qui vise à sensibiliser, engager les parties prenantes et à renforcer les lois environnementales et l'implication du public. Elle inclut:

- **DES INFORMATIONS DÉTAILLÉES SUR LE PAYS.** La plateforme fournit des informations détaillées et des scores sur 70 pays, y compris un résumé des points forts et les domaines à améliorer, et des informations sur le contexte pour aider les utilisateurs à mieux comprendre la situation économique et démographique d'un pays.
- **COMPARAISON DES PAYS.** EDI permet aux utilisateurs de comparer les performances des pays à plusieurs niveaux et de télécharger des données sur les mesures de la démocratie environnementale
- **CLASSEMENT.** Les pays à travers le monde sont classés sur la base des lois nationales en fonction des progrès dans la législation relative à la démocratie environnementale
- **COMMENTAIRES DU GOUVERNEMENT.** Pour promouvoir un dialogue autour de la démocratie environnementale, la page de chaque pays dispose d'un espace où chaque gouvernement peut commenter sur le score de son pays. Tous les pays auront la possibilité de répondre à leur évaluation individuelle. Les commentaires sont attendus jusqu'au 15 Juillet et les scores seront définitifs le 30 Août 2015.
- **ENGAGEMENT DU PUBLIC ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE.** EDI est un outil puissant qui permettra d'accroître la transparence autour des lois environnementales. L'évaluation des pays implique de vastes consultations et la contribution de la société civile. La plateforme crée un espace public gratuit pour le partage d'informations et le dialogue.

QUELLE EST L'UTILITÉ DE CES INFORMATIONS POUR LES

UTILISATEURS? | Cette nouvelle plateforme dynamique en ligne améliore la capacité des gouvernements et de la société civile à établir, faire exécuter, surveiller et protéger les droits des personnes en vue de créer un monde plus équitable et durable pour tous les peuples.

- **LES FONCTIONNAIRES** peuvent prendre de meilleures décisions stratégiques et améliorer les lois en s'appuyant sur des exemples clairs de bonnes pratiques dans le monde entier.
- **LA SOCIÉTÉ CIVILE** peut évaluer les progrès du gouvernement dans la promotion de la démocratie environnementale et responsabiliser leurs dirigeants
- **LES UNIVERSITAIRES** peuvent utiliser les résultats qui peuvent être téléchargés gratuitement pour soutenir leur recherche et analyses.
- **LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES** peuvent utiliser les résultats pour aider à informer l'évaluation de la gouvernance environnementale au niveau national.

QU'EST CE QUI N'Y EST PAS INCLU? |

EDI fournit une évaluation du contenu des lois pour 70 pays sur la base des Lignes Directrices de Bali de 2010 du PNUE qui est un ensemble de directives internationalement reconnu pour légiférer en matière de démocratie environnementale. Toutefois, l'indice ne fournit pas une mesure complète de la mise en œuvre de la loi, ni une évaluation des lois au niveau infranational.

Les pays ayant un système juridique fédéral (ou décentralisé) ont peut-être adopté une législation au niveau infranational qui pourraient améliorer ou enfreindre aux droits de la démocratie environnementale.

EDI ne mesure pas le degré auquel la société civile peut fonctionner sans harcèlement ou persécution, l'omniprésence de la corruption, ou la mesure au niveau de laquelle les droits humains sont respectés, défendus ou servis dans un pays.

RÉSULTATS CLÉS:

1

Les dix premiers pays à l'indice juridique sont: la Lituanie, la Russie, la Lettonie, les Etats-Unis, L'Afrique du Sud, Royaume-Uni, la Hongrie, la Bulgarie, le Panama et la Colombie.

2

Les pays Partis de la Convention d'Aarhus légalement contraignantes ont des lois plus strictes et une meilleure protection juridique en matière de droits de démocratie environnementale.

3

La richesse est importante, mais pas le seul facteur; plusieurs pays à faible revenu suivent également la voie.

4

Les pays qui ont de bonnes lois ont tendance à avoir de bonnes pratiques.

5

Plusieurs pays ne disposent pas de protections solides pour s'assurer que l'accès à l'information est abordable et à temps opportun

6

Les lois sur la participation du public sont à la traîne; 79 pourcent des pays de l'EDI ont des dispositions passables ou inadéquates sur participation du public.

7

Il est encourageant de constater que 73 pourcent des pays de l'EDI sont disposés à enrôler les problèmes environnementaux dans leur cour de justice.

8

Près de la moitié des pays de l'EDI ne fournissent pas de données sur la qualité de l'air sur leur capitale en ligne.

9

Le pays le plus performant en la matière est les États-Unis, suivis par le Royaume-Uni, le Brésil, le Japon, la Lituanie, l'Irlande, le Chili, Israël et l'Australie.

SÉLECTION DU PAYS

Les pays de l'EDI pour sa phase inaugurale comprennent ceux d'Amérique du Nord et des Caraïbes, Amérique du Sud et Centrale, Europe, Afrique et Asie, faisant partie du réseau The Access Initiative. Il comprend également des pays qui ont rejoint l'Open Government Partnership. En fin, il y a quelques pays inclus d'Afrique, Asie et Pacifique du Sud qui ne font pas partie du réseau.

INDICATEURS EDI

EDI comprend 75 indicateurs juridiques et 24 indicateurs de pratiques limites développées pour mesurer à quel degré les pays mettent en œuvre les Lignes Directrices de Bali du PNUE. Les indicateurs juridiques mesurent la force de la loi, alors que les indicateurs de pratique fournissent un aperçu sur la performance d'un pays dans sa mise en œuvre. Ce type d'information peut aider à mobiliser le plaidoyer et aider les décideurs à prioriser les réformes.

Exemple d'un indicateur juridique d'accès à la justice: «*Dans quelle mesure la loi reconnaît-elle un statut juridique élargi dans la cadre des procédures concernant les questions environnementales?*»

Exemple d'un indicateur de pratique d'accès à l'information: «*Est-ce que les données en temps réel de la qualité de l'air pour la capitale de votre pays sont mis à disposition en ligne par le gouvernement?*»

CONTACT

Pour plus d'informations concernant la participation ou le soutien à l'EDI, visiter www.environmentaldemocracyindex.org ou contacter The Access Initiative at access@wri.org

Cover photo by Simone D. McCourtie, World Bank.

PARTENARIAT

EDI fait partie de l'Initiative Spéciale Eye on Earth Access for All (A4A) développée par Abu Dhabi Global Environmental Data Initiative. Le but de l'A4A est de promouvoir et encourager davantage la mise en œuvre de la démocratie environnementale en impliquant les acteurs et promoteurs à l'échelle globale qui cherchent à combler les lacunes des données et d'informations dans sa mise en œuvre. EDI a aussi été rendue possible par le financement et le soutien de l'Irish Aid et le financement institutionnel de l'Agence de coopération pour le développement de la Norvège, le Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas et l'Agence suédoise de coopération au développement international.

A PROPOS DE TAI

TAI est un réseau mondial qui favorise l'accès à l'information, la participation et la justice dans le processus décisionnel relatif à l'environnement.

Pour plus d'informations, visiter www.accessinitiative.org

A PROPOS DE WRI

World Resources Institute (WRI) est une organisation internationale de recherche présente dans plus de 50 pays, avec des bureaux aux États-Unis, en Chine, Inde, au Brésil, en Europe et Indonésie. WRI dispose de plus de 450 experts et employés travaillant en étroite collaboration avec les leaders pour transformer de grandes idées en actions pour la gestion durable des ressources nationales—le fondement de la croissance économique et du bien-être humain.



WORLD
RESOURCES
INSTITUTE

10 G Street NE, Suite 800
Washington, DC 20002, USA
+1 (202) 729-7600
www.wri.org